

Les prix élevés et les conflits restent les principaux facteurs limitant l'accès alimentaire.

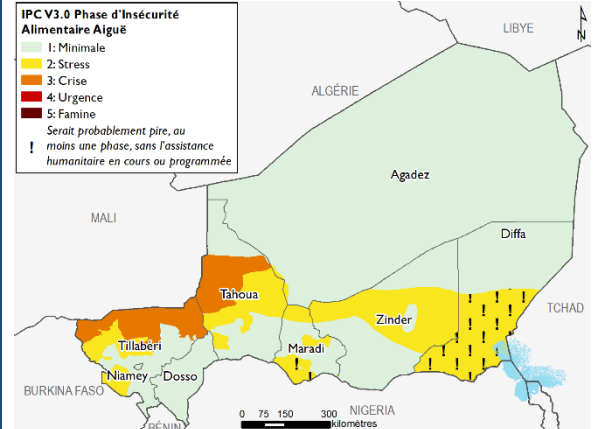
MESSAGES CLÉS

- A la faveur d'une production agricole jugée globalement moyenne, les stocks céréaliers des ménages se sont épuisés suivant la tendance saisonnière normale. Les productions agricoles en maraichage contribuent à assurer les disponibilités et les revenus des ménages y compris pour les ménages pauvres. Cela permet la prévalence d'une insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) dans la majorité des zones de moyens d'existence.
- Les contraintes liées à la hausse des prix et les conflits provoquant l'insécurité, le dysfonctionnement des marchés et des activités de moyens d'existence affectent négativement les ménages pauvres dans certaines zones. Les ménages des zones pastorales se retrouvent dans une 'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 de l'IPC), dont les dépenses se limitent aux dépenses alimentaires à cause du niveau élevé des prix des produits. Toutefois, la Crise (Phase 3 de l'IPC) est attendue dans les zones soumises aux conflits et l'accès humanitaire est limité alors que le Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) est attendue dans les zones affectées par les conflits mais les ménages accèdent à l'aide alimentaire.
- Malgré un bilan pluviométrique excédentaire ayant engendré le remplissage satisfaisant des mares temporaires et permanentes et une régénération normale des plantes fourragères, les conditions pastorales se sont dégradées suite à l'insécurité qui continue de perturber la transhumance et l'accès aux ressources en pâturages et en eaux pour les animaux. La transhumance est aussi limitée à cause de la fermeture des frontières liée au COVID-19. Les espèces animales les plus affectées sont les gros ruminants qui constituent l'essentiel des animaux transhumants dont les prix sont d'ailleurs inférieurs à la moyenne. L'insécurité alimentaire de Stress (Phase 2 IPC) prévaut chez les ménages pauvres de cette zone jusqu'en mai suite aux effets conjugués de ce blocage de la mobilité et de la faible demande à l'exportation sur les moyens d'existence.

SITUATION ACTUELLE

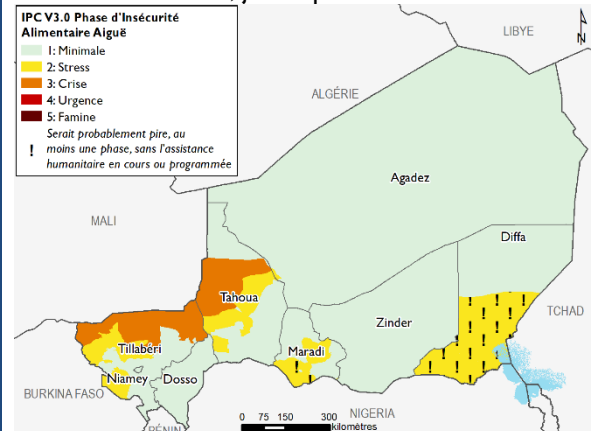
La situation sécuritaire continue de se détériorer le long des frontières avec le Mali et le Burkina Faso ainsi que dans le Bassin du Lac Tchad et continue d'impacter négativement la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des populations en proie aux violences perpétrées par des groupes armés non étatiques (GANE). Le nombre des incidents sécuritaires reste stable ou inférieur aux années passées à la même période, pourtant le nombre de victimes, surtout parmi les civils, a atteint des niveaux très élevés. Les attaques par des groupes armés sur des populations civiles dans le département de Tillia dans la région de Tahoua, le 21 mars 2021, a fait 137 victimes civiles qui viennent s'ajouter à plus 60 victimes civiles provoquées par l'attaque terroriste le 15 mars 2021 à Banibangou dans la région de région de Tillabéry. Ces mêmes incidents sécuritaires se poursuivent avec des

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, avril-mai 2021



Source: FEWS NET

Carte des résultats estimés plus probables de la sécurité alimentaire, juin-septembre 2021



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats actuels de l'insécurité alimentaire aigue pertinents pour la prise de décision urgente, sans représenter le niveau de l'insécurité alimentaire chronique. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).

attaques sur des positions militaires dans la région de Diffa en mars et en début avril. Ces incidents provoquent des déplacements réactif et préventif de plus en plus importants dans ces zones. Dans la région de Diffa, par exemple, au premier trimestre de l'année 2021, 812 incidents de protection ayant affecté 1643 personnes ont été rapportés contre 40 incidents sécuritaires ayant affecté 168 personnes qui ont été enregistrés à la même période en 2020.

La situation sanitaire est marquée par la prévalence de la COVID-19 et la reconduction de l'Etat d'Urgence sanitaire limitant les mouvements et regroupements de personnes, le maintien de la fermeture des frontières terrestres et le respect des mesures préventives notamment distanciation sociale, le lavage des mains ou l'utilisation du gel hydro alcoolique. Malgré la persistance de l'incidence du COVID-19, le rythme de contamination est largement inférieur au pic observé dans les derniers mois de 2020 et dans les premiers mois de 2021. A la date du 19 avril 2021, le nombre total de tests PCR réalisés est 95 658 tests dont 5 131 cas déclarés positifs contre 5 108 cas estimés le 12 avril 2021. Le nombre de décès est passé de 189 cas le 12 avril 2021 à 190 cas au 19 avril 2021. Le nombre de cas en cours de traitement est de 162 cas contre 159 cas le 12 avril 2021.

Le Niger a reçu de la Chine 400 000 doses de vaccins Astra Zeneca de l'initiative COVAX. La campagne vaccinale a démarré le lundi 29 mars 2021 au Niger. Cette première phase concerne les régions de Niamey, Tahoua et Agadez avec 200000 personnes cibles dont les personnels de santé, les forces de défense et de sécurité, les personnes de plus de 60 ans avec ou sans comorbidité. Cette vaccination se déroule avec l'appui technique et financier de l'OMS et des autres partenaires (UNICEF, GAVI, Banque Mondiale, Union Européen, USAID, JSI...) Près de 200 000 doses supplémentaires du vaccin Astra Zeneca sont attendues prochainement dans le cadre de l'initiative Covax de l'Organisation mondiale de la santé.

Dans la zone agricole, les activités agricoles relatives au riz et aux cultures maraichères de contre saison évoluent normalement sur les sites et les périmètres irrigués. Les activités dominantes actuellement sont aussi celles relatives à la poursuite des préparatifs des champs (défrichage, transport et épandage de fumiers, labours) pour faire face à la campagne agricole pluviale 2021/22 qui s'annonce. Ainsi, malgré que les ménages pauvres aient épuisé normalement leurs stocks céréaliers et leur accès alimentaire est assuré par les marchés, les travaux d'entretien et de récoltes des produits agricoles de contre saison offrent des opportunités de revenus qui amélioreront leurs accès alimentaires. Cette période, en milieu rural, est aussi dominée par le retour des jeunes de l'exode domestique pour venir appuyer la famille dans les travaux champêtres. Ils apportent aussi un soutien financier aux ménages qui amorcent la période de soudure agricole à partir de juin/juillet.

Dans la zone pastorale, c'est la période caractérisée par une rareté des pâturages et des points d'eaux, similaire à la dégradation habituelle des ressources pastorales à partir d'avril. Toutefois, cette année, les effets des perturbations des mouvements d'animaux suite à la fermeture des frontières consécutive au COVID-19, se manifestent par une ampleur plus grande que la normale de la dégradation des pâturages dans la majeure partie de la zone pastorale. La situation est particulièrement critique dans la zone pastorale de Tillabery, Tahoua et Diffa où la situation est aggravée par la perturbation de la transhumance transfrontalière, la présence et la forte pression sur les maigres ressources fourragères disponibles des troupeaux du Nigéria, du Mali et Burkina Faso suite aux conflits dans le Liptako Gourma et le Bassin du Lac Tchad. Cette situation engendre une faible demande à l'exportation et une baisse des prix des animaux surtout des gros ruminants.

L'approvisionnement des marchés est jugé satisfaisant pour la demande constituée essentiellement de celle des ménages, des institutions et des commerçants. L'offre est renforcée par celle issue des stocks publics en cours de vente à prix modéré. Des niveaux significatifs de hausse que la moyenne quinquennale (plus de 30 pour cent) sont observés sur des marchés de mil situés dans les régions de Maradi et Zinder qui reçoivent une demande locale de consommation à laquelle s'ajoute la demande commerciale des autres régions du pays.

Sur les marchés à bétail, les présentations d'animaux sont jugées moyennes à supérieures selon les espèces a causé des extorsions d'animaux par les groupes armés et des fermetures des frontières et des conflits qui bloquent les troupeaux dans leur mobilité. La demande est moyenne pour les petits ruminants mais en baisse pour les gros ruminants suite à la faible présence des commerçants exportateurs. Les prix de vente des animaux évoluent à la baisse par rapport à la moyenne pour le gros bétail et à la stabilité voir à la hausse pour les petits ruminants à la faveur de la demande locale soutenue pour l'emboche pour la traite de la fête de Tabaski. Les termes de l'échange de bétail à céréales restent dans une situation favorable aux éleveurs qui gagnent 100 à 1500 kilogrammes de mil en moyenne avec les ventes d'un petit ruminant.

Suite à l'épuisement des stocks céréaliers, les marchés constituent la source principale pour l'alimentation en céréales des ménages pauvres dans de nombreuses zones, ce qui est identique à la tendance saisonnière la normale. Les produits des cultures irriguées font partie des aliments consommés par les ménages mais principalement par les nantis.

A la faveur des revenus des transferts des migrants, de vente de main d'œuvre, de produits des cultures irriguées et d'animaux, la plus grande partie des ménages arrivent à couvrir les besoins alimentaires sans s'engager dans des stratégies inhabituelles.

Toutefois, les ménages pauvres de la région de Tillabery et le Nord Tahoua, principalement ceux des soumisses affectées par l'insécurité liées aux attaques des groupes armés ont une consommation alimentaire pauvre et non diversifiée car ils ont des ressources alimentaires insuffisantes et n'ont pas accès aux assistances alimentaires à cause de leur localisation dans des zones à accès limité. Malgré les effets de cette insécurité, les ménages pauvres déplacés de la région de Diffa et le Sud Maradi ont une consommation alimentaire acceptable grâce à leur accès aux assistances alimentaires dont ils bénéficient chaque mois.

SUPPOSITIONS MISE À JOUR

Les hypothèses du scénario FEWS NET le plus probable pour [la période de février à septembre 2021](#) n'ont pas changé, à l'exception des hypothèses mises à jour qui sont les suivantes


- Les incidents sécuritaires vont continuer dans la région de Diffa et dans la zone du Liptako Gourma et provoquer plus de déplacements de populations qui sont les cibles des attaques avec toutefois une augmentation qui va se situer au même niveau que celui observé ces dernières années à cause des entraves au mouvement des groupes terroristes que vont constituer les eaux des pluies sur les axes routiers.
- Compte tenu de la pression de la demande qui va continuer et de l'épuisement des stocks des producteurs, les prix vont continuer leur évolution à la hausse avec des rythmes mensuels de 5 à 10 pour cent si les importations n'arrivent pas ou ne se font pas régulièrement suite à une faible offre sur les marchés sources du Nigeria, Bénin ou des dysfonctionnements à cause de problèmes sécuritaires.


PERSPECTIVE ESTIMÉE JUSQU'EN SEPTEMBRE 2021

Selon l'évaluation conjointe des marchés conduite en février 2021 par le CILSS, la FAO, FEWS NET, le PAM et les systèmes d'informations des marchés du gouvernement du Niger, les approvisionnements des marchés vont se poursuivre de façon suffisante pour satisfaire la demande qui va augmenter suite à la demande locale ordinaire et pour le Jeun de Ramadan, aux achats institutionnels en mars/avril et aux besoins de semences en mai/juin. Les prix vont évoluer au-dessus de la moyenne pendant cette période du scénario mais dans une ampleur plus grande que celle habituellement observée. Toutefois, la majorité des ménages resteront en insécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) grâce aux opportunités de revenus liées aux activités agricoles de la saison pluviale. Il y'aura, cependant, localement une augmentation du nombre de ménages, mais sans atteindre 20 pour cent, qui ne seront pas en mesure de faire face aux dépenses non alimentaires malgré les assistances alimentaires qui seront fournies par le Gouvernement et les partenaires et qui se retrouveront en Stress (Phase 2 de l'IPC) à cause de l'augmentation du nombre de ménages qui finissent leurs stocks céréaliers et des effets climatiques (inondations) sur les biens.

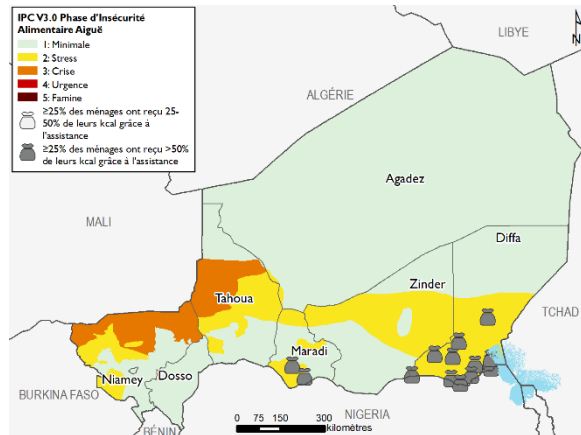
Dans les zones pastorales, les conditions de pâturages et d'abreuvement vont continuer de se détériorer, et le Stress (Phase 2 de l'IPC) va prévaloir jusqu'en juin avant de s'améliorer à Minimale (Phase 1 de l'IPC) à partir de juillet où les revenus des ventes vont permettre un accès acceptable aux produits de consommation. Les conflits et l'insécurité vont persister et maintiendront dans une situation de déficit alimentaire les ménages pauvres déplacés de la région de Tillabery et Nord Tahoua qui feront face à des opportunités de revenus limitées à cause des activités agricoles perturbées et des prix au-dessus de la moyenne, et qui se retrouveront en Crise (Phase 3 de l'IPC) jusqu'en septembre. Le Stress ! (Phase 2 ! de l'IPC) sera maintenu pour les ménages pauvres déplacés de la région de Diffa et le Sud de la région de Maradi avec l'assistance en biens alimentaires et non alimentaires notamment des vivres en raison de 100 kg de céréales, 25 kg de légumineuses et 5 litres d'huile par ménage et par mois en plus des abris (tentes) et des ustensiles et des sanitaires.

RÉSULTATS LES PLUS PROBABLES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ZONES BÉNÉFICIAIRES DE NIVEAUX SIGNIFICATIFS D'AIDE HUMANITAIRE*

Chacune de ces cartes est conforme aux protocoles de cartographie de l'aide alimentaire humanitaire de la version 3.0 de l'IPC et signale les endroits où des niveaux significatifs d'aide humanitaire sont/devraient être fournis. Le symbole  indique

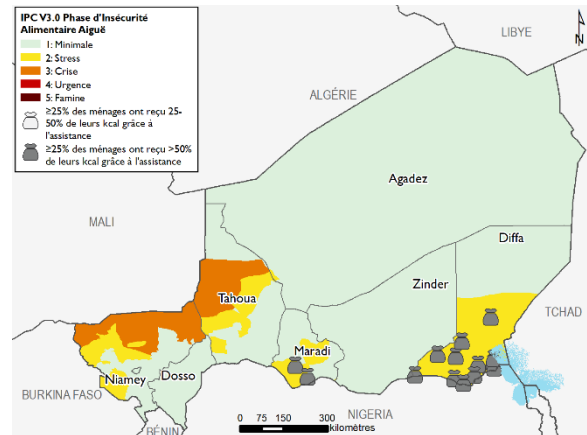
qu’au moins 25 pour cent des ménages ont reçu en moyenne 25–50 pour cent de leurs besoins caloriques à travers de l’aide alimentaire. Le symbole  indique qu’au moins 25 pour cent des ménages ont reçu en moyenne plus de 50 pour cent de leurs besoins caloriques à travers de l’aide alimentaire. Ce protocole de cartographie se distingue du protocole (!) utilisé en tête du rapport. L’emploi du symbole (!) indique les zones susceptibles d’être rétrogradées d’au moins un échelon en l’absence d’aide humanitaire en cours ou programmée.

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, avril à mai 2021



Source : FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2021



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec. Une analyse qui est compatible avec l’IPC suit les principaux protocoles de l’IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

A PROPOS DE CE RAPPORT

Cette mise à jour sur la sécurité alimentaire est un rapport sur les conditions actuelles et des changements sur les perspectives projetées de l’insécurité alimentaire dans ce pays. Il met à jour les Perspectives sur la sécurité alimentaires de FEWS NET qui est publié trois fois par année. Pour en savoir plus sur le travail, [cliquez ici](#).